

MASTER DROIT DE L'ENTREPRISE

RÉSUMÉ DE LA FORMATION

Type de diplôme : Master

Domaine ministériel : Droit, Economie, Gestion

Mention : DROIT DE L'ENTREPRISE

CONTENU DE LA FORMATION

Le Master Droit de l'entreprise propose une formation spécialisée, à finalité professionnelle, mêlant les enjeux nationaux, communautaires et internationaux, concernant la vie économique et juridique des entreprises – éléments clés du monde des affaires.

Il s'agit d'une part, de permettre une meilleure maîtrise et capacité de réaction par rapport aux nombreuses règles juridiques applicables en la matière ; d'autre part, de mettre en contact de façon significative les étudiants avec la pratique du droit (en leur fournissant un complément de connaissances indispensables). La participation de professionnels aux équipes pédagogiques apporte d'ailleurs une vision plus globale du régime juridique applicable tant sur le plan structurel de l'entreprise, que de son activité.

Le Master droit de l'entreprise propose 3 parcours.

ORGANISATION DE LA FORMATION

- M1 commun/M2 Parcours droit de la consommation
- M1 commun/M2 Parcours juriste d'affaires franco-espagnol
- M1 commun/M2 Parcours juriste d'affaires

COMPOSANTE

UFR Droit, Economie et Gestion

LIEU(X) DE LA FORMATION

Pau

CONTACT(S) ADMINISTRATIF(S)

Scolarité Masters DEG

PLUS D'INFOS

Langue d'enseignement :
Français, Espagnol
(parcours juriste d'affaires franco-espagnol)

EN SAVOIR PLUS

[UFR Droit, économie et gestion](#) 

Tel. 05.59.40.80.81
masters.deg@univ-pau.fr

M1 commun/M2 Parcours droit de la consommation

PRÉSENTATION

La parcours Droit de la consommation propose une formation spécialisée, à finalité professionnelle, mêlant les enjeux nationaux, communautaires et internationaux, concernant la vie économique et juridique des entreprises – éléments clés du monde des affaires.

SAVOIR FAIRE ET COMPÉTENCES

Il s'agit d'une part, de permettre une meilleure maîtrise et capacité de réaction par rapport aux nombreuses règles juridiques applicables dans le domaine de la consommation et, d'autre part, de mettre en contact de façon significative les étudiants avec la pratique du droit en leur fournissant un complément de connaissances indispensables.

Ainsi, le parcours Droit de la consommation vise à satisfaire aux compétences juridiques et administratives utiles pour aider les entreprises industrielles et commerciales, du secteur agro-alimentaire, de la distribution..., à anticiper et à s'adapter à la dimension consumériste. Il s'agit de rendre les diplômés immédiatement opérationnels en la matière.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Dispositifs d'aide aux étudiants :

De nombreux intervenants extérieurs composent l'équipe pédagogique, spécialement en deuxième année, leur participation permettant aux étudiants de trouver des stages intéressants et de se créer un réseau relationnel susceptible de faciliter leur intégration au sein du marché de l'emploi. A cette fin, le parcours Droit de l'entreprise bénéficie de l'expertise des institutionnels du secteur de la consommation (DGCCRF et CCI), et d'un partenariat avec une association de consommateur qui les accueille dans ses locaux pour les former.

TIC-TICE, pédagogie numérique

PLUS D'INFOS

Crédits ECTS : 120

Public concerné

* Formation initiale

Stage : Obligatoire (3 mois)

Stage à l'étranger : Facultatif

EN SAVOIR PLUS

[UFR Droit, économie et gestion](#)



Les intervenants bénéficient d'un espace numérique (web campus) leur permettant d'assurer, de leur propre initiative, la transmission aux étudiants de supports à finalité pédagogique.

CONTENU DE LA FORMATION

La première année du parcours Droit de la consommation s'organise en deux semestres, composés de six unités d'enseignement (UE) chacun, soit un total de 30 crédits européens par semestre.

La deuxième année du parcours Droit de la consommation s'organise également en deux semestres, composés pour le premier de quatre unités d'enseignement et pour le second de trois unités d'enseignement, soit un total de 30 crédits européens par semestre.

Le dualisme des intervenants (enseignants-chercheurs/intervenants professionnels extérieurs) est destiné à répondre aux objectifs de la formation : l'acquisition de connaissances fondamentales d'une part, et la préparation à la vie professionnelle, d'autre part. Afin de mettre en contact les étudiants du parcours Juriste d'affaires avec la pratique du droit, un stage de 3 mois est intégré à la formation à l'issue de la deuxième année.

ORGANISATION DE LA FORMATION

SEMESTRE 1

- *Enseignements obligatoires (Obligatoire)*
 - Droit des sûretés
 - Droit bancaire
 - Droit civil (droit des successions et des libéralités)
 - Droit international privé 1
 - Droit comparé
 - Comptabilité
 - Langue vivante ou toute autre matière de master droit
- *Enseignement Facultatif (Facultatif)*
 - Informatique

SEMESTRE 2

- *Enseignements obligatoires (Obligatoire)*
 - Droit des entreprises en difficulté (Droit des procédures collectives)

- Droit des contrats
- Droit des sociétés
- Droit civil (droit des libéralités matrimoniales et des régimes matrimoniaux, PACS)
- Droit pénal des affaires
- Voies d'exécution
- Droit des assurances
- Droit rural
- Droit économique
- Droit fiscal approfondi
- Langue vivante ou toute autre matière de master de droit
- *Enseignement Facultatif (Facultatif)*
 - Informatique

SEMESTRE 3

- *Enseignements Obligatoires (Obligatoire)*
 - Droit des associations
 - Droit communautaire
 - Droit du contrat de consommation
 - Méthodes et pratiques de distribution

SEMESTRE 4

- *Enseignements Obligatoires (Obligatoire)*
 - Exposé-discussion sur le programme général de l'année
 - Stage (deux mois minimum - 300 heures minimum) et rapport de stage
 - Langue vivante

CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

En première année de master, les modalités de contrôle sont les suivantes pour chaque semestre : deux matières donnant lieu, pour chacune, à une note de contrôle continu dans le cadre de travaux dirigés et à un examen écrit de 3h ; quatre matières donnant lieu à une évaluation à l'oral ou sous forme de contrôle continu s'agissant de la langue étrangère.

En deuxième année de master, les modalités de contrôle sont diverses :

- deux examens écrits de 5 heures sur les matières fondamentales sous forme de cas pratiques,

- deux notes de contrôles continus permettant des exposés dans certaines matières,
- un grand oral en fin de formation sur l'ensemble des connaissances acquises pendant l'année,
- un rapport remis à l'issue du stage de trois mois donnant lieu à une évaluation sur travaux.

STAGES

Les étudiants ont l'obligation d'effectuer un stage de 3 mois à l'issue de leur formation en deuxième année, le stage pouvant parfaitement se dérouler au sein d'un pays étranger.

CONDITIONS D'ACCÈS

MASTER 1

Titulaires d'une licence en Droit obtenue en France

- * Télécharger le dossier d'inscription sur le [site de l'UPPA](#)

ATTENTION - Étudiant venant d'une université extérieure : demander au préalable le transfert du dossier universitaire à l'issue des examens de licence.

Titulaires d'une licence autre

- * Compléter le dossier de [Validation d'études](#)

Titulaires d'un diplôme étranger

- * Contacter les [Relations Internationales](#)

MASTER 2

Accès après examen du dossier de candidature.

Date d'ouverture de la campagne de recrutement : 03/06/2017

Date de clôture de la campagne de recrutement : 14/06/2017

Titulaire d'une maîtrise ou d'un master 1 droit de l'entreprise

* [Inscription en ligne](#)

Seuls les candidats titulaires d'un diplôme français peuvent candidater via cette application.

Pièces à fournir:

- Lettre de motivation manuscrite
- CV avec photo
- Relevés de notes depuis le baccalauréat
- Justificatif de stage effectué ou à venir

Titulaire d'une maîtrise ou d'un master autre:

- * Compléter le [dossier de validation d'études](#)

Titulaire d'un diplôme étranger:

- * Contacter les [Relations Internationales](#)

PRÉ-REQUIS NÉCESSAIRES

Le parcours Droit de la consommation se déroule en deux ans.

- **Pour l'entrée en première année**, la formation est accessible aux étudiants titulaires d'une Licence Droit, d'une Licence AES, ou encore des acquis professionnels validés ; des dérogations individuelles peuvent être accordées par décision de la commission d'équivalence pour les étudiants titulaires d'un diplôme de fin d'études des écoles de commerce (ou de formations équivalentes).

- **Pour l'entrée en deuxième année**, les candidats doivent être titulaires d'une 1ère année de Master, de préférence en droit, mais pas exclusivement. Outre les équivalences prévues par les textes, des dérogations individuelles peuvent être accordées aux titulaires d'autres diplômes. Une validation des acquis professionnels est également possible. La maîtrise d'une langue étrangère est appréciée.

Pour l'entrée en deuxième année, l'accès à la formation est déterminé, en fonction des possibilités d'accueil, par les

résultats universitaires et/ou l'expérience professionnelle des candidats. Les dossiers, accompagnés d'une lettre de motivation, sont examinés par une commission pédagogique, composée du responsable de la formation et de deux membres de l'équipe pédagogique (un enseignant-chercheur et un professionnel). Le cas échéant, l'admission peut être précédée d'un entretien.

POURSUITE D'ÉTUDES

Les diplômés peuvent continuer leurs études en postulant pour un autre Master, Master recherche, ou second Master professionnel. Une inscription en doctorat est également envisageable à titre exceptionnel.

POURSUITE D'ÉTUDES À L'ÉTRANGER

Une commission présidée par le responsable du parcours instruit chaque année l'examen de dossiers campus France ou validation d'études déposés par des candidats de nationalité étrangère, pour une intégration en première année ou en deuxième année de master. Le nombre exponentiel de demandes atteste par conséquent de l'attractivité, à l'international, du parcours.

INSERTION PROFESSIONNELLE

Poursuite d'études possibles

Les diplômés peuvent s'orienter vers la profession de juriste d'entreprise, en droit des contrats, d'avocat, en tant que spécialiste réglementation produit (audit). Ils peuvent aussi rejoindre des organismes et associations chargés de la protection du consommateur. La préparation de certains concours administratifs, tels ceux de la DGCCRF, peut également être facilitée.

Dispositif d'accueil, d'accompagnement et de soutien :

Le responsable du Parcours Droit de la consommation recueille, de manière informelle tout au long de l'année, et sous forme de bilan une fois l'année écoulée, les remarques et suggestions des étudiants afin d'améliorer progressivement la formation et se montre disponible afin de les aider dans leur démarche dans la perspective de la recherche d'un stage.

Résultats des enquêtes sur le devenir des diplômés :

L'ODE (Observatoire des étudiants) recueille, analyse et communique ces éléments. Au regard de ceux-ci, le taux d'insertion des étudiants dans la vie professionnelle est conforme à la vocation professionnelle du parcours. Le faible taux de poursuite en doctorat confirme cette vocation. Les taux d'insertion professionnelle ainsi que le niveau d'insertion professionnelle sont excellents et témoignent de la reconnaissance de la valeur de la formation au sein du marché du travail dans une conjoncture difficile.

Témoignages d'anciens :

Une association composée d'étudiants des parcours juriste d'affaires, droit de la consommation et juriste d'affaire franco-espagnol a été créée depuis plusieurs années et contribue à la promotion de la formation par le biais de l'organisation de manifestations telles que la tenue d'un colloque en lien avec le monde de l'entreprise.

Le responsable du parcours assure également ponctuellement la venue d'anciens étudiants au sein des nouvelles promotions afin de permettre un partage d'expérience.

Valorisation de la démarche qualité :

Des représentants des associations de consommateurs et de la DGCCRF interviennent au sein d'un forum des métiers en cours d'année permettant de sensibiliser les étudiants sur le métier de juriste d'entreprise spécialisé en Droit de la consommation, ce qui assure la promotion du parcours.

Le Parcours Droit de la consommation est également valorisé grâce aux étudiants du Parcours Droit de la consommation qui se mettent au service d'une association de consommateurs, partenaire de la formation.

COMPOSANTE

UFR Droit, Economie et Gestion

LIEU(X) DE LA FORMATION

Pau

RESPONSABLE(S)

RODRIGUEZ Karine

CONTACT(S) ADMINISTRATIF(S)

Scolarité Masters DEG

Tel. 05.59.40.80.81

masters.deg@univ-pau.fr

M1 commun/M2 Parcours juriste d'affaires franco-espagnol

PRÉSENTATION

Cette formation originale et inédite propose de former des juristes d'affaires et plus spécialement des avocats ayant les compétences pour intervenir aussi bien en Espagne qu' en France. Elle répond également à une forte demande de formation de la part de professionnels déjà en activité.

Il s'agit d'une formation en ligne qui fonctionne complètement à distance, et donc disponible pour toute personne intéressée quelle que soit sa localisation. Les cours sont assurés par des enseignants transfrontaliers espagnols issus de l'Université de Saragosse et de l'Université du Pays Basque.

PLUS D'INFOS

Crédits ECTS : 120


Public concerné

* Formation initiale

Formation à distance :
Obligatoire

Stage à l'étranger :
Obligatoire

EN SAVOIR PLUS

[UFR Droit, économie et gestion](#) 

Cette formation fait partie du programme PYREN, financé par l'Agence Nationale de la Recherche et est une Initiative d'Avenir en Formation Innovante.

OBJECTIFS

Faire de vous un spécialiste du droit des affaires franco-espagnol au sens large :

- * Expertise juridique et économique de l'entreprise
- * Connaissance globale de l'entreprise au niveau européen et international
- * Analyser et résoudre les problèmes relatifs au fonctionnement des marchés, de l'économie internationale et des stratégies des entreprises
- * Parfaire la maîtrise de l'espagnol juridique et social

SAVOIR FAIRE ET COMPÉTENCES

- * Maîtrise de l'espagnol
- * Connaissances en droit des contrats, droit social, comptabilité et plus généralement en droit privé
- * Connaissance de la culture espagnole
- * Ouverture d'esprit, esprit d'initiative, adaptabilité, capacité à travailler seul et/ou groupe

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Les intervenants dans la formation sont des professionnels rigoureusement sélectionnés afin de garantir la qualité du diplôme proposé, et interviennent afin de partager une expertise issue du monde de l'entreprise et des affaires.

Tous les enseignements sont dispensés par le biais d'une [plateforme en ligne](#)

Une réunion de rentrée est organisée pour les étudiants chaque année. Le suivi est assuré par les enseignants et des réunions sont programmées régulièrement.

CONTENU DE LA FORMATION

La caractéristique essentielle du master 2 juriste d'affaires Franco-Espagnol, outre sa flexibilité, tient à son caractère interactif et pluridisciplinaire : les étudiants participent à la réalisation d'exercices, de projets et collaborent avec des professionnels à la résolution d'études de dossiers, dans toutes les disciplines du droit des affaires. Une partie des enseignements est assurée sur une plateforme en ligne par des intervenants espagnols.

Le cursus se divise en modules spécifiques organisés autour de contenus basiques :

- * Un cours magistral et pratique dispensé par l'enseignant-chercheur responsable de la discipline.
- * Une sélection d'ouvrages de base couvrant la discipline étudiée.
- * Des exercices d'autoévaluation afin de contrôler le niveau de connaissances acquises et maîtrisées.
- * Des cas pratiques et des études de dossiers dirigés par chaque enseignant-chercheur et/ou professionnel dans la discipline concernée.

ORGANISATION DE LA FORMATION

SEMESTRE 1

- *Enseignements Obligatoires (Obligatoire)*
 - Droit des sûretés
 - Droit bancaire
 - Droit civil (droit des successions et des libéralités)
 - Droit international privé 1
 - Droit comparé
 - Comptabilité
 - Anglais ou toute autre matière de master droit
- *Enseignement Facultatif (Facultatif)*
 - Informatique

SEMESTRE 2

- *Enseignements Obligatoires (Obligatoire)*
 - Droit des entreprises en difficulté (Droit des procédures collectives)
 - Droit des contrats
 - Droit des sociétés
 - Droit civil (droit des libéralités matrimoniales et des régimes matrimoniaux, PACS)
 - Droit pénal spécial des affaires
 - Voies d'exécution
 - Droit international privé
 - Droit économique
 - Droit fiscal approfondi
 - Langue vivante ou toute autre matière de master droit
- *Enseignement Facultatif (Facultatif)*
 - Informatique

SEMESTRE 3

- Enseignements Obligatoires (Obligatoire)

- Droit espagnol des sociétés (Cours en espagnol – ON LINE - CRATICE)
- Droit fiscal espagnol (Cours en espagnol – ON LINE - CRATICE)
- Comptabilité espagnole (Cours en espagnol – ON LINE - CRATICE)
- Droit social espagnol (Cours en espagnol – ON LINE - CRATICE)
- Droit des contrats espagnols (Cours en espagnol – ON LINE - CRATICE)
- Espagnol - Environnement socio-culturel (Cours en espagnol – ON LINE - CRATICE)

SEMESTRE 4

- Enseignements Obligatoires (Obligatoire)

- Stage (5 mois)

CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

Contrôle continu pour les matières optionnelles et examen de 5 heures sur les enseignements fondamentaux.

Les examens s'effectuent en langue espagnole, comme le rapport de stage et sa soutenance.

CONDITIONS D'ACCÈS

Le master 2 Juriste d'affaires Franco-Espagnol est ouvert :

- * aux étudiants titulaires d'un MASTER 1 droit privé, public ou AES, présentant d'une part une motivation marquée pour le droit comparé et particulièrement pour le droit espagnol et, d'autre part, maîtrisant la langue espagnole.
- * aux étudiants d'un MASTER 2 privé ou public marqué droit des affaires, désirant compléter leur formation par une ouverture à l'international en général et à l'Espagne en particulier.

PRÉ-REQUIS NÉCESSAIRES

- * Maîtrise de l'espagnol

- * Connaissances en droit des contrats, droit social, comptabilité et plus généralement en droit privé
- * Connaissance de la culture espagnole
- * Ouverture d'esprit, esprit d'initiative, adaptabilité, capacité à travailler seul et/ou groupe

POURSUITE D'ÉTUDES

Doctorat – IEJ (examen d'entrée au CRFPA, concours d'entrée à l'ENM, concours des greffes...).

POURSUITE D'ÉTUDES À L'ÉTRANGER

Volonté de créer un double diplôme avec les Universités partenaires (San Sebastian et Zaragoza).

Mobilité existante tant pour les étudiants que pour les enseignants (cours, participation aux jurys de soutenance).

Le Master a déjà accueilli des étudiants (en réalité des professionnels en recherche d'un cursus francophone) d'Amérique centrale (Mexique) et du Sud (Colombie).

Stages à l'étranger

Le stage s'effectue nécessairement en Espagne ou en Amérique du Sud ou centrale.

INSERTION PROFESSIONNELLE

Tous les étudiants du Master 2 Juriste d'affaires franco-espagnol – encore jeune (trois années d'existence) – ont trouvé un poste soit dans une direction juridique d'entreprise (espagnole ou étrangère) en Espagne, soit en tant qu'avocat en France.

Témoignages d'anciens, éléments de promotion de la formation

Possibilité de les contacter en ce sens.

Métiers, secteurs d'activité :

- * Avocat,
- * Notaire,

- * Directeur juridique de société internationale, directeur juridique de société française ou espagnole,
- * Magistrat.

COMPOSANTE

UFR Droit, Economie et Gestion

LIEU(X) DE LA FORMATION

A distance

RESPONSABLE(S)

LEMOULAND Jean-Jacques
jean-jacques.lemouland@univ-pau.fr

LECOURT Arnaud
arnaud.lecourt@univ-pau.fr

CONTACT(S) ADMINISTRATIF(S)

Scolarité Masters DEG
Tel. 05.59.40.80.81
masters.deg@univ-pau.fr

M1 commun/M2 Parcours juriste d'affaires

PRÉSENTATION

Le parcours propose une formation spécialisée, à finalité professionnelle, mêlant les enjeux nationaux, communautaires et internationaux, concernant la vie économique et juridique des entreprises – éléments clés du monde des affaires.

SAVOIR FAIRE ET COMPÉTENCES

Le parcours Juriste d'affaire vise à former des spécialistes dans les domaines intéressant le droit des affaires, avec comme points forts le droit des sociétés et le droit fiscal. Il s'agit, d'une part, de permettre une meilleure maîtrise et capacité de réaction par rapport aux nombreuses règles juridiques applicables en la matière ; d'autre part, de mettre en contact de façon significative les étudiants avec la pratique du droit, la participation de professionnels à l'équipe pédagogique leur apportant un complément de connaissance indispensable en lien avec cette pratique.

INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

Dispositifs d'accueil, d'accompagnement, de soutien

Le responsable de la formation recueille, de manière informelle tout au long de l'année, et sous forme de bilan une fois l'année écoulée, les remarques et suggestions des étudiants afin d'améliorer progressivement la formation et se montre disponible afin de les aider dans leur démarche dans la perspective de la recherche d'un stage.

Dispositifs d'aide aux étudiants

De nombreux intervenants extérieurs composent l'équipe pédagogique, spécialement en deuxième année, leur participation permettant aux étudiants de trouver des stages intéressants et de se créer un réseau relationnel susceptible de faciliter leur intégration au sein du marché de l'emploi.

A cette fin, le parcours bénéficie du dynamisme des entreprises de la région dont sont issus un nombre substantiel de ces


PLUS D'INFOS

Crédits ECTS : 120

Public concerné
* Formation initiale

Stage : Obligatoire (3 mois)

EN SAVOIR PLUS

[UFR Droit, Economie et Gestion](#) 

intervenants extérieurs (avec des pôles de compétitivité reconnus sur Pau : Turboméca et Total).

TIC-TICE, pédagogie numérique

Les intervenants bénéficient d'un espace numérique (web campus) leur permettant d'assurer, de leur propre initiative, la transmission aux étudiants de supports à finalité pédagogique.

Valorisation de la démarche qualité

L'accent a été mis ces dernières années sur la participation de juristes d'entreprises localement implantées et au rayonnement international dont l'apport est particulièrement précieux. Des représentants de ces derniers interviennent en outre au sein d'un forum des métiers en cours d'année permettant de sensibiliser les étudiants sur le métier de juriste d'entreprise et par là même d'assurer la promotion du parcours.

CONTENU DE LA FORMATION

La première année du parcours Juriste d'affaires s'organise en deux semestres, composés de six unités d'enseignement (UE) chacun, soit un total de 30 crédits européens par semestre.

La deuxième année du parcours Juriste d'affaires s'organise également en deux semestres, composés pour le premier de quatre unités d'enseignement et pour le second de trois unités d'enseignement, soit un total de 30 crédits européens par semestre.

Le dualisme des intervenants (enseignants-chercheurs/ intervenants professionnels extérieurs) est destiné à répondre aux objectifs de la formation : l'acquisition de connaissances fondamentales d'une part, et la préparation à la vie professionnelle, d'autre part. Afin de mettre en contact les étudiants du parcours Juriste d'affaires avec la pratique du droit, un stage de 3 mois est intégré à la formation à l'issue de la deuxième année

ORGANISATION DE LA FORMATION

SEMESTRE 1

- Enseignements Obligatoires (Obligatoire)

- Droit des sûretés
- Droit bancaire
- Droit civil (droit des successions et des libéralités)
- Droit international privé 1
- Droit comparé
- Comptabilité
- Langue vivante ou toute autre matière de master droit
- *Enseignement Facultatif (Facultatif)*
 - Informatique

SEMESTRE 2

- *Enseignements Obligatoires (Obligatoire)*
 - Droit des entreprises en difficulté (Droit des procédures collectives)
 - Droit des contrats
 - Droit des sociétés
 - Droit civil (droit des libéralités matrimoniales et des régimes matrimoniaux, PACS)
 - Droit pénal des affaires
 - Voies d'exécution
 - Droit international privé
 - Droit économique
 - Droit fiscal approfondi
 - Langue vivante ou toute autre matière de master droit
- *Enseignement Facultatif (Facultatif)*
 - Informatique

SEMESTRE 3

- *Enseignements Obligatoires (Obligatoire)*
 - Droit des sociétés
 - Droit fiscal
 - Comptabilité
 - Droit social
 - Mécénat d'entreprise et promotion du patrimoine environnemental

SEMESTRE 4

- *Enseignements Obligatoires (Obligatoire)*
 - Exposé-discussion sur le programme général de l'année
 - Stage (3 mois)
 - Langue vivante

CONTRÔLE DES CONNAISSANCES

En première année de master, les modalités de contrôle sont les suivantes pour chaque semestre :

- deux matières donnant lieu, pour chacune, à une note de contrôle continu dans le cadre de travaux dirigés et à un examen écrit de 3h ; quatre matières donnant lieu à une évaluation à l'oral ou sous forme de contrôle continu s'agissant de la langue étrangère.

En deuxième année de master, les modalités de contrôle sont diverses :

- deux examens écrits de 5 heures sur les matières fondamentales sous forme de cas pratiques,

- deux notes de contrôles continus permettant des exposés dans certaines matières,

- un grand oral en fin de formation sur l'ensemble des connaissances acquises pendant l'année,

- un rapport remis à l'issue du stage de trois mois donnant lieu à une évaluation sur travaux.

CONDITIONS D'ACCÈS

MASTER 1

Titulaires d'une licence en Droit obtenue en France

- * Télécharger le dossier d'inscription sur le [site de l'UPPA](#)

ATTENTION - Étudiant venant d'une université extérieure : demander au préalable le transfert du dossier universitaire à l'issue des examens de licence.

Titulaires d'une licence autre

- * Compléter le dossier de Validation d'études

Titulaires d'un diplôme étranger

- * Contacter les [Relations Internationales](#)

MASTER 2

Accès après examen du dossier de candidature.

Date d'ouverture de la campagne de recrutement : 03/06/2017

Date de clôture de la campagne de recrutement : 14/06/2017

Titulaire d'une maîtrise ou d'un master 1 de droit de l'entreprise obtenu en France:

- * [Inscription en ligne](#)

Seuls les candidats titulaires d'un diplôme français peuvent candidater via cette application.

Pièces à fournir:

- Lettre de motivation manuscrite
- CV avec photo
- Relevés de notes depuis le baccalauréat
- Justificatif de stage effectué ou à venir

Titulaire d'une maîtrise ou d'un master autre:

- * Compléter le dossier de validation d'études

Titulaire d'un diplôme étranger:

- * Contacter les [Relations Internationales](#)

Pour l'entrée en deuxième année, l'accès à la formation est déterminé, en fonction des possibilités d'accueil, par les résultats universitaires et/ou l'expérience professionnelle des candidats.

Les dossiers, accompagnés d'une lettre de motivation, sont examinés par une commission pédagogique, composée du responsable de la formation et de deux membres de l'équipe pédagogique (un enseignant-chercheur et un professionnel).

Le cas échéant, l'admission peut être précédée d'un entretien.

PRÉ-REQUIS NÉCESSAIRES

Modalités d'admission et d'inscription

Le parcours se déroule en deux ans.

Pour l'entrée en première année, la formation est accessible aux étudiants titulaires d'une Licence Droit, d'une Licence AES, ou encore des acquis professionnels validés; - des dérogations individuelles peuvent être accordées par décision de la commission d'équivalence pour les étudiants titulaires d'un diplôme de fin d'études des écoles de commerce (ou de formations équivalentes).

Pour l'entrée en deuxième année, les candidats doivent être titulaires d'une 1ère année de Master, de préférence en droit, mais pas exclusivement. Outre les équivalences prévues par les textes, des dérogations individuelles peuvent être accordées aux titulaires d'autres diplômes. Une validation des acquis professionnels est également possible. La maîtrise d'une langue étrangère est appréciée.

POURSUITE D'ÉTUDES

Les diplômés peuvent continuer leurs études en postulant pour un autre Master, Master recherche, ou second Master professionnel. Une inscription en doctorat est également envisageable.

POURSUITE D'ÉTUDES À L'ÉTRANGER

Ouverture internationale, mobilités, doubles diplômes

Une commission présidée par le responsable du parcours instruit chaque année l'examen de plus d'une centaine de dossiers campus France ou validation d'études déposés par des candidats de nationalité étrangère, pour une intégration en première année ou en deuxième année de master. Le nombre exponentiel de demandes atteste par conséquent de l'attractivité, à l'international, du parcours.

Stages à l'étranger

Les étudiants ont l'obligation d'effectuer un stage de 3 mois à l'issue de leur formation en deuxième année, le stage pouvant parfaitement se dérouler au sein d'un pays étranger.

INSERTION PROFESSIONNELLE

Métiers, secteurs d'activité :

Il s'agit de rendre les diplômés immédiatement opérationnels et de se tourner naturellement vers la carrière de juriste d'entreprise. De nombreux étudiants se tournent également avec succès vers la profession d'avocat où ils ont la possibilité d'exploiter pleinement leur connaissance en droit des affaires. Le caractère très dense de la formation (environ 600h de cours et une vingtaine de disciplines juridiques envisagée) permet à d'autres de trouver des débouchés auprès de praticiens tels que les notaires, les experts-comptables ou bien encore les administrateurs judiciaires.

Résultats des enquêtes sur le devenir des diplômés

L'ODE (Observatoire des étudiants) recueille, analyse et communique ces éléments. Au regard de ceux-ci, le taux d'insertion des étudiants dans la vie professionnelle est conforme à la vocation professionnelle du parcours. Le faible taux de poursuite en doctorat confirme cette vocation. Les taux d'insertion professionnelle ainsi que le niveau d'insertion professionnelle sont excellents et témoignent de la reconnaissance de la valeur de la formation au sein du marché du travail dans une conjoncture difficile.

Témoignages d'anciens

Une association composée d'étudiants des parcours juriste d'affaires, droit de la consommation et juriste d'affaire franco-espagnol a été créée depuis plusieurs années et contribue à la promotion de la formation par le biais de l'organisation de manifestations telles que la tenue d'un colloque en lien avec le monde de l'entreprise.

Le responsable du parcours assure également ponctuellement la venue d'anciens étudiants au sein des nouvelles promotions afin de permettre un partage d'expérience.

COMPOSANTE

UFR Droit, Economie et Gestion

LIEU(X) DE LA FORMATION

Pau

RESPONSABLE(S)

ABADIE Laurent
laurent.abadie@univ-pau.fr

CONTACT(S) ADMINISTRATIF(S)

Scolarité Masters DEG
Tel. 05.59.40.80.81
masters.deg@univ-pau.fr